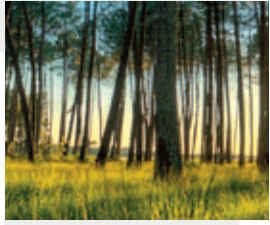




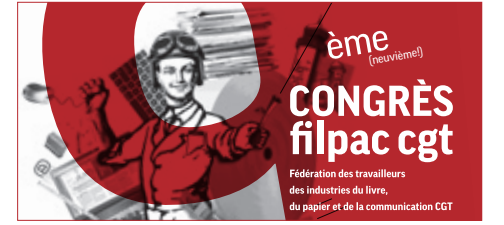
UR CGT / PAGE 2
**Les défis de la
Nouvelle-Aquitaine**



RENDEZ-VOUS DES LUTTES /
PAGE 3
**Chapelle
de la victoire**



PROGRAMME DU 9^e CONGRÈS /
PAGE 4
**Le déroulé de
la première journée**



ÉDITORIAL



Agir pour notre avenir et pour les générations futures

par PATRICK BAURET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Délégué.e.s, invité.e.s, membres de la FILPAC, camarades d'autres fédérations CGT et d'unions départementales ou encore camarades de syndicats internationaux – partenaires de groupes de protection sociale, de cabinets d'expertise ou d'associations intimement liées au mouvement social et syndical – vous avez tous répondu favorablement à notre invitation. Nous vous en remercions et vous souhaitons la bienvenue au 9^e Congrès de notre fédération, celle des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication.

Notre congrès se situe dans une période de très forte conflictualité sociale entre les détenteurs des capitaux, le patronat et le monde du travail. De fait, nous voulons un congrès conquérant et volontaire afin d'imposer un syndicalisme combatif, de résistance, et de transformation sociale. Nous sommes aussi confrontés à l'horreur de la guerre qui frappe le peuple ukrainien. Les impérialismes en tout genre s'engagent dans des conflits armés à travers la planète pour continuer leur domination et expansion territoriale nécessaires aux accroissements de fortunes de quelques-uns. Les peuples, femmes, enfants, hommes de tous âges sont les premières victimes de ces guerres.

La lutte pour la paix et le désarmement nucléaire est plus que jamais indispensable à la survie de l'humanité et de toute forme de vie sur notre planète. Prenant prétexte des conséquences économiques de cette guerre, le président Macron, certaines et certains candidats à la présidentielle, nous promettent d'ores et déjà des armes liées à une austérité sociale sans précédent qu'ils veulent appliquer aux travailleurs de notre pays. Ils prévoient d'allonger la durée du travail, de reculer l'âge de l'accès à la retraite, la fin de la législation du travail mais aussi celle de notre système de protection sociale.

Après la crise sanitaire que nous venons de traverser, et sa gestion calamiteuse par l'actuel gouvernement, le patronat de concert avec certains politiques tente d'étouffer la revendication sociale concernant les salaires et l'amélioration des conditions de travail.

L'issue de la bataille, centrale pour la défense de notre sécurité sociale, ainsi que toutes celles que nous aurons à mener pour préserver l'ensemble de notre modèle social, dépendra de notre détermination et de notre capacité à rassembler, le plus largement possible, les travailleuses et les travailleurs de nos secteurs professionnels.

Les enjeux posés au syndicalisme sont plus que jamais vitaux. Le rouleau compresseur des réformes libérales, qui détruisent inexorablement nos conquêtes sociales et les droits des travailleuses et des travailleurs, met les syndicats dans une situation plus que délicate.

Le chômage de masse ainsi que la précarité des situations de travail et de vie ont affaibli considérablement le rapport de force des syndicats, ce qui interroge les salarié.e.s sur l'utilité de s'organiser en syndicat. Pour autant, chaque travailleuse et travailleur, qui se trouve confronté à une situation touchant son emploi ou ses conditions de travail, recherche l'organisation syndicale la plus à même de défendre ses intérêts.

Majoritairement, il s'adresse à la CGT ! Oui, les travailleuses et les travailleurs ont toujours confiance dans le syndicalisme et en particulier dans la CGT ! À nous de les convaincre de nous rejoindre dès maintenant pour forger et renforcer le seul outil capable de défendre le monde du travail et de conquérir de nouveaux droits.

Ayons confiance en notre force collective, ayons confiance dans notre capacité à changer cette société pour en bâtir une nouvelle qui sera basée sur la solidarité, la justice sociale, la paix entre les peuples et la préservation de notre planète.

Soyons acteurs de notre avenir et pour les générations futures !
Bon congrès. Vive la CGT et vive le 9^e Congrès de la FILPAC CGT ! ●

FORMATION

16h45 • (Table ronde) **UNE FORMATION SYNDICALE OFFENSIVE POUR DE NOUVELLES CONQUÊTES SOCIALES**

SE FORMER POUR ÊTRE OFFENSIF

Comprendre, anticiper, défendre. La formation syndicale permet aux salariés et aux élus du personnel d'être crédibles devant les directions. Surtout quand les législateurs donnent leur maximum pour transformer le dialogue social en monologue.



JÉRÉMIE DEMAY

L'art de la négociation est un peu comme les échecs. Sans connaître les règles, on peut vite se faire damer le pion. Anticiper et élaborer une stratégie permet de contrecarrer les plans adverses. La formation syndicale intègre ces subtilités pour défendre les salariés. Le pouvoir, sous prétexte de moderniser et de simplifier le dialogue social, a redéfini les règles, notamment avec les lois Rebsamen, El Khomri, et surtout les ordonnances Macron. « Elles ont complètement bouleversé l'organisation des représentations du personnel » déplore Julien Riccardi, en charge des formations à la FILPAC. Dorénavant, une seule instance permet d'exposer les griefs devant la direction. Avec le comité social et économique (CSE) le patronat ne s'encombre plus, notamment avec le CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail).

LE CSE : UNE INSTANCE À TIROIRS

C'était pourtant devant lui que les syndicats défendaient, entre autres, le bien-être au travail. « Le CSE devient une instance à tiroirs » indique Julien. Les camarades avaient des difficultés à distinguer les parties économiques et sociales, de celle concernant la santé et la sécurité ». Les formations syndicales permettent aux représentants syndicaux, mais aussi à tous les salariés qui le souhaitent, de comprendre et d'assimiler ces nouvelles règles. Les CSE sont certes nés en 2018, mais quatre ans plus tard, les ravages sur le dialogue

social continuent. Pour Julien Riccardi, la formation est une réelle nécessité : « Les camarades qui arrivent à la fin du premier mandat, commencent à comprendre et à dégrossir le fonctionnement du CSE. C'est complexe. Aussi la formation doit-elle se construire dans la durée. »

Les demandes principales des élus concernent souvent le basculement des anciennes missions des CHSCT sur le CSE : « Les messages véhiculés par les directions racontent que ces prérogatives ont disparu. Sauf qu'elles sont parties sur une autre instance. Il faut se les réapproprier. »

« Les directions éprouvent de réelles difficultés à assumer la responsabilité d'assurer la sécurité physique et mentale de leurs salariés. »

Julien Riccardi

DES OUTILS POUR CONTRER LES STRATÉGIES PATRONALES

Les formations offrent aussi d'autres axes de réflexions pour défendre et améliorer les conditions de travail dans les entreprises, les volets économiques par exemple. Comment lire un bilan comptable ? Comment comprendre les ventilations et détecter les stratégies des directions ? Ou tout simplement apprendre le langage des financiers qui affectionnent les néologismes anglophones pour mieux enfumer leurs interlocuteurs... La palette

d'offre de formation comprend aussi la lutte contre les sexismes et les formes de harcèlement, et l'inclusion des travailleurs handicapés.

Il est urgent et nécessaire d'utiliser cette boîte à outils permettant de défendre et de posséder les bonnes clés de compréhension. Pourquoi ? La pandémie et les confinements ont mis en évidence les insuffisances des CSE. « Les directions éprouvent de réelles difficultés à assumer la responsabilité d'assurer la sécurité physique et mentale de leurs salariés », explique Julien. Ce mal-être trouve son origine dans divers aspects de la vie en entreprise, comme la surcharge de travail, le manque de considération, les organisations floues et complexes, mais aussi l'inquiétude économique de la survie même de l'emploi. Un élu bien formé peut rassurer et défendre les salariés. « Avec une meilleure lecture des chiffres, il est parfois possible de contrer un plan social, qu'ils appellent un plan de sauvegarde de l'emploi... » Plus que jamais, le savoir est une arme. ●

QUI A LE DROIT À LA FORMATION ?

Tout simplement, tout le monde ! Les salariés peuvent bénéficier de douze jours de congés par an pour la formation économique et sociale. La seule condition est d'en informer l'employeur un mois avant le début de la session.

Pour les élus du personnel, la formation s'oriente aussi sur la santé sécurité. Cette dernière est prise en charge à 100 % par l'employeur. La formation économique est généralement financée par le CSE. |||

UR CGT

Les défis de la Nouvelle-Aquitaine

Douze départements, près de six millions d'habitants, la région de la Nouvelle-Aquitaine englobe une bonne partie du sud-ouest de la France. Avec plus de 55 000 adhérents, l'union régionale de la CGT est force de proposition pour garantir l'équilibre des territoires, en maintenant les industries.

JÉRÉMIE DEMAY

Quel est le point commun entre la métropole bordelaise, Guéret, le Tourmalet, et l'île de Ré ? Tous ces territoires sont dans le giron de la Nouvelle-Aquitaine. Un vaste territoire où on trouve des métropoles hyperactives et attractives, du littoral avec des activités principalement saisonnières, des paysages montagnards avec les Pyrénées, ou encore des zones à faible densité démographique, où l'activité industrielle fond aussi vite que les intentions de vote pour Anne Hidalgo.

PROPOSITIONS ET RÉFLEXIONS

Valérie Paulet, secrétaire générale de la CGT en Nouvelle-Aquitaine, voit dans ces disparités plusieurs défis. D'abord la réindustrialisation, mais aussi la relocalisation de la production, la lutte pour la ruralité, sans oublier de permettre aux citoyens de vivre mieux et dignement. Bref, protéger les environnements naturels, économiques, et sociaux. Pour elle, il faut des actions concrètes : « *Nous souhaitons être force de proposition plutôt que de courir derrière les annonces gouvernementales. Nous le faisons en construisant des projets de territoire.* » Exemple, la forêt des Landes. C'est l'une des plus vastes d'Europe de l'Ouest. Principalement constitué de pins maritimes, cet ensemble générerait de nombreuses industries et donc des emplois.

Malheureusement, depuis les années quatre-vingt-dix, le déclin économique a entraîné de multiples fermetures de papeteries, scieries, etc. En cause : la mondialisation. Les Chinois, par exemple, achètent les arbres sur pied. Une fois coupés, ils partent directement en Chine pour être transformés et revendus ensuite en Europe. Résultat, le

bilan carbone explose, et les scieries ferment.

L'APPEL DE LA FORÊT

Un phénomène voisin a été observé pour les papeteries. À force de privilégier le papier produit ailleurs en Europe, sous prétexte de coût, nos usines et notre savoir-faire s'éteignent doucement. À cela s'ajoutent les effets du dérèglement climatique avec des tempêtes toujours plus violentes, couchant des forêts entières et effaçant en quelques minutes le travail de plusieurs années, accompli par les forestiers. De plus, la hausse globale des températures favorise la prolifération des scolytes. Ces petits insectes adorent dévorer les résineux de l'intérieur. Ces derniers meurent sur pied. Le bois scolyté devient presque invendable, ou avec une valorisation limitée. Enfin, il faut savoir que la forêt landaise appartient à 90 % à des propriétaires privés, quand la moyenne nationale tourne autour de 70 %... ce qui rend plus difficile une action globale. Les premiers effets de ces phénomènes ont débuté dans les années quatre-vingt-dix, notamment pour la récolte de la gemme.

GEMME PASSIONNÉMENT

Depuis l'Antiquité, les Landes étaient réputées pour la récolte et la transformation de cette résine. Cette dernière peut être transformée en colophane (très utile en musique, ou en sport) ou en essence de térébenthine. Mais, les industriels ont préféré importer la gemme plutôt que de maintenir et moderniser la production landaise. Conséquence,



La forêt landaise, site de production traditionnel de la résine et de ses dérivés, industrie aujourd'hui bouleversée.

Photo : Gemme la Forêt, D.R.

La CGT de la Nouvelle-Aquitaine, épaulée par la FILPAC, en s'associant avec l'association Gemme la forêt, a mis en place tout un programme pour développer de nouveaux secteurs d'activité.

le métier de gemmeur a disparu. La CGT de la Nouvelle-Aquitaine, épaulée par la Filpac, en s'associant avec l'association Gemme la forêt, a mis en place tout un programme pour développer de nouveaux secteurs d'activité. « *Nous avons constaté que nous ne sommes plus capables de produire du papier ou de la résine. Tout a été envoyé ailleurs* », constate Valérie Paulet. Si on modernise la récolte de gemme, en développant des expérimentations, des productions, et des débouchés commerciaux, le tout avec un impact carbone limité, c'est certain, pour elle, « *l'évidence va l'emporter* ». Le coût pour l'environnement des importations est « *une catastrophe* ». En relocalisant la production cela permettra aussi de remettre les bois sur les trains et ainsi de redévelopper le maillage industriel tout en maintenant les habitants sur l'ensemble d'un territoire. Les services publics seront conservés. Bref, le maintien des moyens de production et des emplois sont garants d'un équilibre économique, social, et environnemental. En Nouvelle-Aquitaine comme ailleurs. ●

MÉDIAS

CONCENTRATION DES MÉDIAS

Il est temps de changer la loi

JD

Qu'ils s'appellent Bouygues, Drahi, Niel, ou encore Bolloré, pour ne citer qu'eux, ils ont en commun d'être propriétaires de grands médias. De la presse écrite à la télé, en passant par internet ou la radio, très peu de grands titres leur échappent encore. Ce n'est pas par amour de la presse et encore moins pour défendre la liberté de cette dernière que ces énormes fortunes dévorent tous les titres sans jamais être rassasiées. Soyons clairs, Robert Hersant l'expliquait lui-même : « *La liberté commence et s'arrête au tiroir-caisse.* » En d'autres termes, en achetant ces titres, ces chefs d'industrie souhaitent tenir la plume des journalistes.

Mais en plus de s'asseoir sur la liberté, pour les citoyens, d'accéder à l'information, droit pourtant inaliénable en démocratie, ils veulent accroître leur sphère d'influence. L'exemple caricatural dans ce domaine reste Vincent Bolloré. La politique, il en rêve ! Est-ce le prêt de son yacht à Nicolas Sarkozy en mai 2007 qui lui a soufflé cette aspiration ? À moins qu'avec son côté catho réac, il ne soit trop froissé de constater que les homos peuvent jouir enfin



d'une égalité citoyenne ? En tout cas, depuis son raid sur Vivendi et la transformation du groupe Canal+ en tremplin pour les idées fascistes d'Éric Zemmour et de ses collaborateurs, Vincent Bolloré montre un zèle sans précédent pour déstabiliser notre démocratie, avec en premier lieu, la campagne de la présidentielle. Une commission sénatoriale enquête, et doit rendre un rapport début mai sur le problème de la concentration des médias. Au vu

Bolloré et ses amis n'ont pas fini de se dévoiler la mâchoire à force de rire à gorge déployée.

de la piètre qualité des auditions (Impac n° 188), Bolloré et ses amis n'ont pas fini de se dévoiler la mâchoire à force de rire à gorge déployée.

Que se sont devenus les principes du Conseil national de la Résistance (CNR) qui, en 1944,

voulait redorer l'image de la presse ? Les résistants rêvaient d'une presse libre, en dehors des influences des pouvoirs d'argent. Nos aînés voulaient des journaux dans lesquels les citoyens pourraient s'informer honnêtement, loin des publi-reportages et des fausses nouvelles qui aujourd'hui pullulent. Visionnaire, le CNR refusait que les médias appartiennent à une minorité. Quelques années après avoir posé les bases de cet idéal démocratique, le collaborateur Hersant, frappé d'indignité nationale, et d'autres anciens protégés de Vichy et des nazis, remettaient la main sur la presse. Pourtant, les syndicats s'étaient mobilisés comme le rappelle *L'Humanité* (22-04-1996) : « *Sur plainte de syndicats de journalistes, Robert Hersant est inculpé pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944, qui limite la concentration de la presse. Cette inculpation sera maintenue durant huit années sans jamais déboucher sur le moindre procès.* »

En 1986 une nouvelle loi est rédigée. Son but : défendre la liberté de la presse, le pluralisme, l'indépendance, la qualité de l'information... Aujourd'hui, le constat est sans appel : c'est un échec complet !

Que faire ? Les rédactions doivent avoir un statut juridique spécifique, interdire aux actionnaires d'intervenir en leur sein, se garantir la possibilité d'avoir leur mot à dire dans la gouvernance de leur titre. Il est temps de rendre les médias à leurs salariés, pour le bien-être civique des citoyens. ●

Audiens

PROFESSIONNELS DE LA PRESSE, nous protégeons vos talents.

Retraite complémentaire Agirc-Arrco | Assurance de personnes
Congés spectacles | Accompagnement solidaire et social
Services aux professions

www.audiens.org

RENDEZ-VOUS DES LUTTES

CHAPELLE DE LA VICTOIRE

Chapelle Darblay est en passe d'être sauvée. Soulagement pour ses salariés, au premier rang desquels les élus FILPAC qui ont porté le combat, soutenus par des collectifs, des élus locaux et toute la CGT... et victoire pour l'environnement !

AD

Chapelle Darblay va rester papeterie et pas n'importe laquelle. Par sa préemption, le 11 février dernier, la métropole de Rouen a mis un coup d'arrêt aux manœuvres du groupe finlandais UPM, qui n'avait d'autre objectif que la casse de ce bel outil de travail, ainsi qu'aux appétits d'un repreneur qui, au mépris de toute son histoire et de son exceptionnel savoir-faire, escomptait lui substituer une production d'hydrogène. « Cette décision, résume le communiqué de la Métropole, s'inscrit en totale cohérence avec les politiques mises en œuvre de longue date pour maintenir une activité industrielle qui participe pleinement aux enjeux de recyclage et de transition écologique à l'échelle nationale. Ce site industriel, doté d'équipements qui ont permis de développer un savoir-faire unique, dispose d'une situation géographique et d'atouts logistiques exceptionnels. C'est en effet le seul site français en capacité de produire du papier journal 100 % recyclé avec de la fibre issue intégralement des circuits de récupération. L'usine dispose d'une capacité de recyclage de 480 000 tonnes/an, soit le résultat du tri de 24 millions d'habitants dans un rayon de 400 km, incluant notamment l'agglomération parisienne. Le démantèlement de ce site amènerait de nombreuses collectivités à enfouir ou brûler leurs déchets papiers plutôt qu'à les recycler ou à les envoyer en Belgique et en Allemagne. L'usine de la Chapelle Darblay s'inscrit par ailleurs pleinement dans une logique d'économie circulaire, laquelle constitue un axe important de la stratégie mise en œuvre par la Métropole pour ac-

À Chapelle, site industriel signifie tout le contraire de nuisance environnementale : un exemple et une fierté.

compagner la transition écologique de son tissu industriel. »

Il faut ajouter que l'usine possède une chaudière à biomasse, alimentée en plaquettes de bois et bois de déconstruction, en boues de désencrage, et en déchets plastiques, ainsi que sa propre station d'épuration.

Celle-ci pompe l'eau de la Seine, environ 36 000 m³/jour et en rejette presque autant, plus claire à la sortie qu'à son entrée. À Chapelle, site industriel signifie tout le contraire de nuisance environnementale : un exemple et une fierté.

L'intercommunalité qui a racheté les équipements de l'usine pour 3,6 millions d'euros est en pourparlers avec un consortium d'entreprises, Veolia/Fibre Excellence. Si tout se passe comme prévu, la papeterie pourra de nouveau fabriquer du papier journal et des cartons d'emballage, mais aussi un isolant, de la ouate de cellulose. À la clef, la création espérée de plus de 300 emplois directs et de quelque 900 autres induits selon la Cgt qui prévient : « On reste sur nos gardes comme au premier jour et jusqu'au bout ! »

Le dénouement heureux est attendu pour le début mai. ●

SOLIDARITÉ

Le Comité du Livre contre toutes les détresses

Pour le Comité du livre, au Secours populaire, depuis le 24 février l'urgence c'est bien sûr l'Ukraine, mais il y a aussi tant d'autres détresses... Philippe Escuredo, son secrétaire général, fait le point sur les modalités d'une solidarité efficace.

ANNE DUVIVIER



Il n'est pas inutile de vous rendre à l'antenne la plus proche du Secours populaire, les bras chargés de gros pulls et de bonnets, ils ne seront d'aucune utilité pour les Ukrainiens et ne seront même pas acheminés jusqu'à eux. Là-bas, l'arrivée massive des secours est chaotique et les véhicules de tous types chargés de dons provoquent surtout d'énormes bouchons sur les routes. Résultat, explique Philippe Escuredo, il y a beaucoup trop de vêtements qui ne servent à rien et qui restent sous la neige. Idem pour tous les dons en nature - y compris le matériel médical - qui risquent de ne pas parvenir à destination, voire d'être détournés. Des réseaux mafieux sont déjà eux aussi à l'œuvre.

Les seuls dons utiles sont financiers. Comme toujours, dans les quatre-vingts pays où le Secours populaire intervient régulièrement, il travaille avec des partenaires locaux de confiance, qui connaissent le pays, la langue, les besoins, dans le cas présent en Pologne et en Roumanie. Ce sont eux qui achètent les produits de première nécessité.

qui se targue de recevoir à bras ouverts ces victimes de la guerre ne remplit pas toujours ses engagements. Des services préfectoraux dégoutent des hébergements mais appellent les associations humanitaires pour leur abandonner la charge d'assurer la nourriture !

Le sort des Ukrainiens n'est pas la seule tragédie de l'exil, faut-il le rappeler, et au Secours populaire on a la tristesse de voir tous les autres pour qui la quête d'un logement, depuis des années parfois, reste vaine. Philippe Escuredo s'est rendu sur la « jungle » de Calais, enfer, drogue et prostitution...

C'est aussi ce type de réaction qui atteint de plein fouet les bénévoles : une dame arrive avec un sac de vêtements. On lui explique qu'ils ne serviront pas pour l'Ukraine, mais seront très utiles pour d'autres personnes migrantes. Elle refuse de les laisser : « Je ne donnerai pas mes vêtements pour des noirs ou des Arabes. »

Depuis l'épidémie de covid, les demandes de secours ont aussi explosé ici. Pendant les confinements, le Secours

populaire avait l'autorisation de se déplacer pour apporter des colis alimentaires aux SDF agglutinés en bordure du périphérique ou le long du métro, mais aussi, en partenariat avec le CROUS, auprès d'étudiants étrangers en précarité et dans une grande solitude. Ces actions n'ont pas forcément à voir avec le livre mais tout avec la solidarité urgente, parant au plus pressé. C'est d'ailleurs un état d'esprit permanent au comité du livre, répondant aux sollicitations des autres fédérations qui ont besoin de renforts : « Quand il faut encadrer les enfants qu'on emmène passer une journée à la mer, on... débarque... à quarante sur les plages de Normandie ! »

Pour en savoir plus sur les autres actions en cours, il suffira, toute cette semaine de passer saluer Philippe et son trésorier sur leur stand, au congrès. Car oui, il vient avec son trésorier et on n'imagine pas laisser ce camarade s'ennuyer. Donc, n'oublions pas de nous délester des pièces de monnaie qui déforment les poches - surtout les plus lourdes - aucun doute, cet argent sera bien employé. ●

On voit des enfants, envoyés à l'école, ne pas ouvrir la bouche.

Philippe Escuredo

Ne pas foncer tête baissée non plus, n'écouter que son cœur, pour accueillir chez soi une famille de réfugiés, sans préparation : Philippe évoque la barrière de la langue, celle de la nourriture, et celle encore pire, des traumatismes : « On voit des enfants, envoyés à l'école, ne pas ouvrir la bouche. » Soit dit en passant, le gouvernement



À VOS CÔTÉS, POUR VOUS ACCOMPAGNER TOUT AU LONG DE VOTRE MANDAT D'ÉLU AU CSE

Construisons ensemble les équilibres de demain

- » Maîtriser les enjeux de prévention des risques professionnels
- » Décrypter les orientations stratégiques de votre entreprise
- » Analyser la situation économique et financière
- » Élaborer des alternatives aux transformations
- » Vous accompagner dans vos négociations

Pour en savoir + www.secafi.com

Patrick MALLEVIALE • Tél. : 06 73 48 43 86 • patrick.malleviale@secafi.com

Christophe GAUTHIER • Tél. : 06 79 05 16 92 • christophe.gauthier@secafi.com

Le centre de formation de référence pour les métiers des industries graphiques

Vous souhaitez étendre vos compétences dans le secteur des industries graphiques ?

Choisir Fcom Formation c'est la garantie d'être formé dans les règles de l'art pour être opérationnel immédiatement.

Avec 20 ans d'expérience dans le domaine des industries graphiques, nos équipes, dont 2 Meilleurs Ouvriers de France, dispensent des formations courtes ainsi que des formations qualifiantes sur l'ensemble de la France. Notre approche est autant pratique que théorique.

Nos formateurs utilisent des cas concrets issus de votre propre production pour illustrer les bonnes pratiques et optimiser le paramétrage de vos outils.

Listing des formations (non exhaustif)
Personnalisation de formation possible

- Colorimétrie et gestion de la couleur au prépresse
- Calibrages au prépresse
- Contrôle et modification des fichiers pdf
- Colorimétrie pour l'offset
- Mise en conformité des presses offset
- Maintenance des presses offset
- Rédaction de documents normalisés
- Mise en place d'un système de management de la qualité
- Normes ISO et standardisation
- Finition ...

Nos formations peuvent être prévues dans le cadre d'un **accompagnement** pour l'obtention des **certifications PSO** et/ou **PSD**.

www.fcomformation.fr

Qualiopi processus certifié

Une question ? Nous sommes à votre écoute ...

[@contact@fcomformation.fr](mailto:contact@fcomformation.fr)

RUST REGARDE L'ACTU...

CORSE : EN ROUTE VERS L'AUTONOMIE...



COMMUNIQUÉ SATEC

Chères déléguées, chers délégués,

Tout d'abord permettez-nous de vous remercier très fraternellement pour votre invitation à votre congrès.

Notre Groupe, Satec, aujourd'hui reconnu grâce au professionnalisme de ses salarié.e.s et aux choix de ses partenariats, gère les contrats de quelques 150 000 assuré.e.s, issu.e.s d'entreprises du groupe public ferroviaire, des industries électriques et gazières, de la RATP, ou encore de Peugeot pour ne citer que celles-là. Notre réussite dans ce domaine repose sur nos offres, spécialement négociées pour chacune de leurs corporations.

En parallèle, nous proposons une gamme complète de produits d'assurances destinés à répondre aux attentes et besoins des CSE, des associations et des structures de la CGT. Et si nous sommes fiers de compter parmi nos assurés votre fédération, c'est parce que nous savons que son choix de SATEC comme courtier et conseil ne s'est pas fait sans raison !

Comme vous, nous faisons le pari de la solidarité comme valeur fondamentale de la société et de l'assurance. C'est avec cet état d'esprit en tête que nous négocions, au quotidien, des garanties et des tarifs d'assurance préférentiels. Et parce que notre engagement à vos côtés est fait pour durer, notre volonté, plus que jamais, est de ne pas alourdir votre budget assurance, ni aujourd'hui ni dans l'avenir.

Nous vous proposons de réfléchir avec vous, pour vous et vos structures, sur vos besoins en assurances et de vous aider à en maîtriser le budget. Contactez votre interlocuteur dédié : **Michel Fontaine : 06 87 21 72 25 / fontaine@groupe-satec.com**

En attendant de vous rencontrer, nous vous souhaitons, à toutes et à tous, de vivre un 9^e Congrès riche en débats et autres plaisirs ! ● Michel Fontaine



Équipe de l'impac : Jérémie Demay, Anne Duvivier, Myriam Guillimin, Pascal Lefèbre, Frédéric Joffre, Delphine Revol, Rust (illustrations) et le syndicat FILPAC CGT des imprimeries nantaises.
Directeur de la publication : Patrick Bauret . Pôle communication filpac cgt 2022.



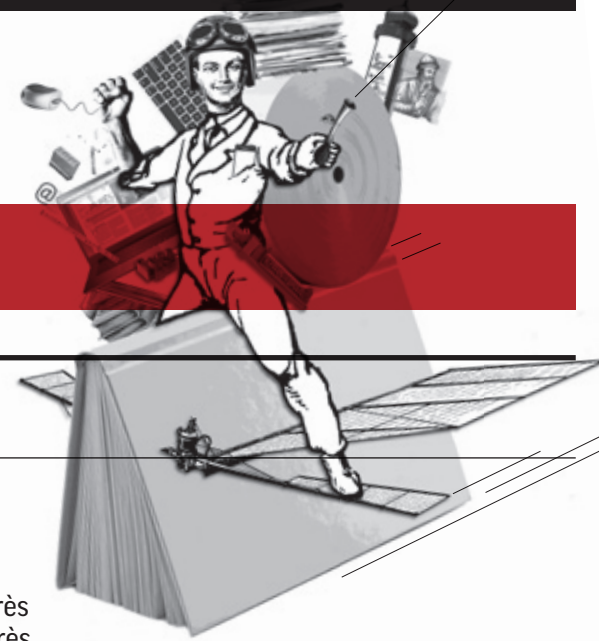
LE DÉROULÉ DE LA PREMIÈRE JOURNÉE

lundi

Lundi 4 avril 2022
10h>18h45

10 h	Accueil des délégué.e.s
12h	Repas
14h	Début des travaux OUVERTURE DU CONGRÈS Élection de la présidence 1 ^{re} séance Élection du bureau du congrès Élections des commissions du congrès Adoption de l'ordre du jour du congrès Vote du règlement du congrès Point organisation du congrès
14h30	Intervention de l'Union départementale Charente-Maritime, Intervention de la Région CGT Nouvelle-Aquitaine
15h	Rapport d'ouverture
16h	Pause (20 mn)
16h20	Hommage aux disparus
16h45	(Table ronde) UNE FORMATION SYNDICALE OFFENSIVE POUR DE NOUVELLES CONQUÊTES SOCIALES
17h50	Rapport d'activité (présentation)
18h10	Intervention de la Confédération
18h30	Élection de la présidence 2 ^e séance
18h45	Fin des travaux.
	Inauguration du village des partenaires /association avec les congressistes
19h30	Repas
20h45	Réunion des commissions : mandats et votes, document d'orientation, statuts, candidatures Soirée libre

Programme susceptible de modifications de dernière minute



SATEC
COURTIER EN ASSURANCES

PLUS DE 1 000 ASSOCIATIONS & CSE NOUS ONT CHOISIS

UN SAVOIR-FAIRE ET UNE EXPERTISE DANS L'ASSURANCE DES COMITÉS D'ENTREPRISE

- Responsabilité civile (associations & mandataires sociaux)
- Multirisques (locaux / incendie)
- Assurance matériels informatiques
- Assurance auto & mission
- Dommages Ouvrage

PLUS DE 150 000 SALARIÉS NOUS FONT DÉJÀ CONFIANCE

UN SPÉCIALISTE DE L'ASSURANCE DES GROUPEMENTS DE SALARIÉS

- Assurance Auto - Moto
- Assurance Habitation - Scolaire
- Assurance Plaisance
- Assurance Santé - Accidents de la vie

Contactez-nous :
Michel FONTAINE : 06 87 21 72 25



DIAGORIS

EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

La Situation Économique et Financière

ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL

La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi

ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL

Les Orientations Stratégiques

ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL



01 42 17 04 15 – contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR